

Subdivision Manche Sud
Rue de la Marne - BP 506
50006 - SAINT-LO CEDEX -
Tél. : 02.33.57.66.68
Fax : 02.33.72.02.67
Affaire suivie par : Yannig GAVEL
Mél : yannig.gavel@industrie.gouv.fr

RAPPORT DE PRÉSENTATION DEVANT
LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE

OBJET : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers
présentée par la S.A.S. E.C.M. sur la commune de Précorbin.

RÉFÉRENCE : Transmission n° 04- 397 de Monsieur le Préfet de la Manche du 2 avril 2004.

I. PRESENTATION

I.1 NATURE DE LA DEMANDE

Par transmission citée en référence, Monsieur le Préfet de la Manche nous demande de bien vouloir instruire, conformément aux dispositions du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, la demande datée du 17 octobre 2003, présentée par la S.A.S. E.C.M., à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Précorbin (50810).

I.2 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU PROJET

La Société ENROBES DU CENTRE MANCHE (E.C.M.) dont le siège social est à Précorbin est une S.A.S. constituée entre 3 sociétés de travaux publics, exploitation de carrières et installations annexes, transports et bâtiment.

Le projet se situe dans l'enceinte de la carrière du « Mont Canel » à PRECORBIN, parcelle n° 859 section A du cadastre de cette commune. Cette carrière est exploitée par la Société GRENTE (une des 3 sociétés constituant la S.A.S. ENROBES DU CENTRE MANCHE) qui est autorisée par arrêté préfectoral du 10 mars 2003. Ce site est localisé en limite Nord de la commune de Précorbin en bordure de RD 259, à 150 mètres des premières habitations du hameau du Mont Canel.

Les demandeurs précisent que ce projet vise à disposer d'un outil performant et ainsi à pérenniser les trois entreprises afin de « *casser le monopole des groupes nationaux ne leur permettant plus de répondre aux marchés locaux.* »

Les marchés visés par la société ECM ne sont pas les grands ouvrages routiers mais la rénovation des chemins communaux, les parkings de centres commerciaux et autres chantiers de particuliers.

I.3 SITUATION ADMINISTRATIVE

La demande d'autorisation déposée le 17 octobre 2003 et complétée le 06 novembre 2003 relève du régime de l'autorisation sous la rubrique 2521.1 de la nomenclature des installations classées.

La SAS ECM a obtenu une autorisation préfectorale temporaire d'exploiter accordée pour une durée de six mois à compter du 22 janvier 2003, et régulièrement renouvelée jusqu'au 22 janvier 2004, date à laquelle l'exploitant a arrêté le fonctionnement de son installation. Cette autorisation a été accordée en vertu de l'article 23 du décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement qui dispose que :

« Dans le cas où l'installation n'est appelée à fonctionner que pendant une durée de moins d'un an, dans les délais incompatibles avec le déroulement de la procédure normale d'instruction, le préfet peut accorder, à la demande de l'exploitant et sur rapport de l'inspection des installations classées, une autorisation pour une durée de six mois renouvelable une fois, sans enquête publique et sans avoir procédé aux consultations prévues aux articles 8, 9 et 14 à 16. »

A l'examen du dossier, il ressort que les pétitionnaires ne projetaient pas d'implanter définitivement l'installation lorsqu'ils ont déposé, le 31 juillet 2002, une première demande d'autorisation temporaire pour 6 mois, ni lorsque la demande a été renouvelée le 15 juillet 2003. Les recherches de la société ECM, visant à trouver un autre terrain d'accueil à leur projet, ont échoué. L'implantation de l'installation devait se situer dans une zone géographique compatible avec les intérêts commerciaux des actionnaires de la société ECM. Les courriers des représentants des communes de Marigny et d'Hébécrevon, ainsi que des communautés de communes de Torigni sur Vire et de Saint Lô attestent de ces recherches avortées. Cette situation a conduit l'entreprise à solliciter en date du 17 octobre 2003 l'autorisation d'exploiter définitivement la centrale d'enrobage sur le site du Mont Canel à Précorbin.

La présente demande n'est donc pas en contradiction avec les dispositions rappelées ci-dessus et en conséquence apparaît régulière.

I.4 CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

Cette centrale d'enrobage est une installation composée principalement de :

- un poste d'enrobage ayant une capacité nominale de production de 115 tonnes par heure – la puissance électrique totale installée : 269 kW et la puissance thermique de la chaudière d'environ 9 MW,
- une citerne aérienne de bitume de $2 \times 40 \text{ m}^3$ avec chaudière incorporée,
- de deux cuves de 40 m^3 et de 2 m^3 de fuel domestique,
- un silo de stockage des enrobés de 2 fois 30 tonnes de capacité,
- un silo à fines
- de matériels divers tels que groupes électrogènes, compresseur d'air, pont-bascule, chargeuse.



I.5 LE PROCEDE

Le procédé consiste à mélanger à l'intérieur d'un tambour malaxeur des granulats préalablement dosés et du bitume déjà chauffé à une température voisine de 140 °C.

Les granulats sont portés à cette température par un brûleur utilisant du fuel domestique, dans un tunnel de séchage intégré au tambour. Le bitume préalablement chauffé dans une citerne calorifugée est injecté au moyen d'une pompe volumétrique dans le malaxeur et mélangé aux granulats.

Le chauffage du bitume et le réchauffage du fuel domestique sont assurés par une chaudière à fluide caloporteur, de façon à empêcher tout contact de la flamme avec les produits.

Les gaz de combustion sont aspirés et traités dans un dépoussiéreur à manche avant rejet à l'atmosphère par une cheminée de 12 mètres de hauteur.

Le fonctionnement de la centrale est assuré par 2 personnes, un chef de poste qui pilote l'installation et un opérateur chargé de l'entretien et de la conduite de la chargeuse. La production journalière moyenne est prévue à 150 tonnes d'enrobés routiers.

I.6 CLASSEMENT DES ACTIVITES

Le classement de cette exploitation, au titre de la législation des installations classées pour les installations relevant du régime de l'autorisation, s'établit comme suit :

NUMÉRO	DÉSIGNATION	A ou D	DESCRIPTION
--------	-------------	--------	-------------

2521.1°	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers	A	Poste d'enrobage ROADMASTER RM 160 TRF Centrale de 115 t/h de capacité nominale
2910. A.2°	Installation de combustion au fuel domestique d'une puissance totale de 0,390 MW + 8,96 MW, étant comprise entre 2 MW et 20 MW	D	Puissance thermique maximale : 9,35 MW (tambour et chaudière)
2915.2°	Procédé de chauffage dont la température d'utilisation 200°C est inférieure au point d'éclair 221°C et la quantité de fluide caloporteur issus de corps organiques est de 2 500 l, donc supérieure à 250 l.	D	2 500 l maximum d'huile thermique de point d'éclair 221°C.
1520.2°	Dépôt de matières bitumineuses d'une capacité de 80 tonnes, comprise entre 50 et 500 tonnes	D	une citerne de 2 × 40 m ³

I. A : Activité soumise à autorisation préfectorale

D : Activité soumise à déclaration

II- INSTRUCTION DE LA DEMANDE

II.1 - ENQUETE PUBLIQUE :

Cette demande a été soumise à une enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 prévoyant son déroulement du 12 janvier 2004 au 11 février 2004.

Toutefois, compte tenu des observations des habitants du hameau du Mont Canel, le commissaire enquêteur a souhaité assister au fonctionnement de la centrale. Ainsi il a été décidé de proroger la durée de l'enquête publique jusqu'au 26 février 2004 inclus.

II.1.1 - OBSERVATIONS RECUEILLIES AU COURS DE L'ENQUETE PUBLIQUE :

L'enquête publique s'est déroulée dans un climat tendu. 25 personnes, qui pour la plupart habitent le hameau du Mont Canel, ont rencontré le commissaire enquêteur. De nombreuses observations ont été consignées sur le registre et deux lettres y ont été annexées.

Les inquiétudes portent principalement sur :

- Les odeurs et les fumées générées par la centrale d'enrobage,
- L'importance de la production,
- Le trafic des camions,
- L'ouverture dès 5 h,
- La portée des différentes mesures de sécurité,
- Les nuisances liées au fonctionnement de la carrière.

II.1.2 - RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

Le rapport de M. le commissaire-enquêteur rappelle le projet, le déroulement de la procédure

d'enquête publique, il analyse les observations et les réponses faites à celles-ci.

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande présentée par la SAS ECM,

- sous réserve de capoter efficacement la trémie pour limiter la propagation des nuisances,
- et recommande :
 - pour l'exploitant, la construction d'un merlon en limite Nord de la carrière avec plantation d'une haie,
 - pour la Direction des Routes Départementales, la réfection de la RD 259 et la limitation de la vitesse.

II.1.3 - MEMOIRE EN REPONSE DU PETITIONNAIRE SUR LES AVIS COMMUNIQUEES :

Les avis émis lors de l'enquête publique ont été communiqués à l'exploitant. Celui-ci a apporté des réponses aux observations formulées, notamment concernant la justification de la demande, les impacts et les nuisances générés par l'installation, y compris les rejets atmosphériques, les risques de pollution par des hydrocarbures, et les problèmes liés à la RD 259.

II.2 - CONSULTATIONS :

Les différents services administratifs et communes concernées ont été consultés par Monsieur le Préfet du Département de la Manche.

II.2.1 - AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX :

Les avis des conseils municipaux des communes situées dans un rayon de 2 km autour du site concerné par la demande ont été recueillis.

Les Conseils Municipaux de Précorbin (20/02/2004), Notre Dame d'Elle (14/01/2004) et de Saint Germain d'Elle (22/01/2004), émettent un avis favorable au projet

Le Conseil Municipal de Saint Jean des Baisants (04/03/2004) émet un avis défavorable au projet en raison de l'augmentation du trafic routier, de l'émanation des odeurs gênantes pour les riverains et des incertitudes concernant les risques pour la santé publique.

Le Conseil Municipal de Rouzeville (04/02/2004) se prononce contre le projet. Au cours des débats les conseillers ont déclaré « *leur stupéfaction en constatant que l'usine est en place et a fait des essais avant que l'enquête soit réalisée* ». Egalement ils relèvent que la demande sous-estime très nettement les nuisances pour les riverains.

II.2.2 - AVIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS :

Direction Départementale de l'Équipement (17/12/2003):

M. le Directeur indique que ce dossier n'appelle pas d'observation au titre des compétences de son service.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (15/03/2004):

M. le Directeur fait part de ses observations, qui sont résumées comme suit :

- Le dossier présente des valeurs moyennes de production alors qu'il aurait été pertinent d'évaluer les impacts à partir des pics d'activité,
- L'impact sonore de l'activité aurait dû être évalué entre 5 h et 7 h,
- Compte tenu de la localisation de la centrale, les rejets atmosphériques peuvent être à l'origine d'une gêne pour le voisinage en raison des odeurs générées.

- L'étude relative à la santé aurait dû préciser les flux d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (H.A.P.) .

Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
(14/01/2004):

M. le Directeur précise qu 'il n'a pas d'observations particulières à formuler.

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (12/01/2004):

Le SIDPC informe qu'il n'a aucune observation particulière à porter au titre de ses compétences.

Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (05/01/2004):

M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours émet un avis favorable à la demande sous réserve de :

- suivre les règles de sécurité imposées au pétitionnaire par le service chargé des ICPE,
- doter le projet d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisants,
- respecter les règles générales de sécurité rappelées dans le dossier de demande,
- Assurer la défense extérieure contre l'incendie.

III - EXAMEN DE LA DEMANDE ET INSTRUCTION TECHNIQUE DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les principaux dangers ou nuisances que peut présenter un tel équipement sont liés à l'installation de combustion, au réchauffage de liquides faiblement inflammables, ainsi qu'au transport et au malaxage des granulats. Il en résulte un risque d'incendie d'occurrence faible, des nuisances sonores et des émissions de gaz de combustion et de poussières.

Pollution de l'air

Hormis les vapeurs d'eau, les émissions atmosphériques sont principalement de deux types :

- les poussières émanant du stockage, des manipulations et du séchage des granulats,
- les gaz de combustion (dioxydes de soufre, oxyde d'azote) du brûleur servant au séchage des matériaux.

Les poussières fines liées au stockage et aux manipulations des granulats sont traitées dans le cadre de disposition spécifique à la carrière, puisque les matériaux en sont issus ou y sont accueillis. Il s'agit en particulier de l'arrosage et l'entretien régulier des pistes et des stockages, de la mise en place de merlon et d'écrans végétaux efficaces.

Le tambour sécheur, qui constitue la principale source potentielle d'émissions de poussières, est équipé d'un filtre à manches permettant de limiter la teneur en poussières des rejets et de respecter la norme applicable sur ce type d'installation fixée à 100 mg/Nm³ (cf. article 14 de l' arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation) .

Le combustible utilisé est du fuel domestique dont la teneur en soufre est très basse (< 0,2%). Pour les effluents gazeux du type oxydes de soufre et oxyde d'azote, les valeurs limites réglementaires de rejet sont respectivement fixées à 300 mg/m³ et à 500 mg/m³ si les flux horaires sont supérieurs à 25 kg/h. Dans le présent cas et compte tenu d'un débit d'extraction théorique de 39 000 m³/h, les flux horaires représentent moins de 20 % du seuil de calcul.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. La hauteur de la cheminée doit être déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Dans le cadre du projet,

les poussières et les gaz de combustion émis par le poste d'enrobage sont rejetés par l'intermédiaire d'une cheminée de 12 mètres de hauteur.

Le calcul de la hauteur de la cheminée, présenté dans le dossier, tient compte des flux de polluants et de l'environnement du rejet, il est par conséquent valide au regard des dispositions de l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux émissions polluantes.

La centrale est implantée en contrebas du hameau du Mont Canel dans l'encaissement de la carrière. Plusieurs habitants de ce hameau ont dénoncé la présence d'odeurs et les fumées qui parfois stagnent par temps de brouillard au dessus du site et du village.

Il pourrait être proposé que la détermination de la hauteur de la cheminée soit subordonnée aux résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. Il est néanmoins essentiel de rappeler que la réalisation d'une telle étude est obligatoire pour les rejets qui dépassent les valeurs, entre autres, de 200 kg/h d'oxydes de soufre ou d'oxydes d'azote. La centrale génère des flux qui seraient respectivement 65 à 35 fois moins importants. Selon le principe de proportionnalité une telle exigence ne nous semble pas légitime.

A l'effet de vérifier le respect des dispositions susvisées, le projet d'arrêté joint au présent rapport prévoit la réalisation d'une campagne de mesure des rejets atmosphériques dès la mise en service de la centrale puis tous les ans.

Enfin et concernant les odeurs qui peuvent être perçues par les riverains, même si celles-ci sont limitées, nous proposons de retenir la recommandation du commissaire enquêteur visant à capoter la trémie au niveau de la sortie de l'enrobé avant chargement des camions.

Pollution de l'eau

Il n'y a pas d'utilisation d'eau dans le procédé. Seul le F.O.D. présente un risque de pollution de l'eau. Les stockages de 40 et 2 m³ sont réalisés dans des rétentions étanches.

La forte viscosité à froid du bitume et du fuel lourd limite quasiment tout risque d'écoulement. Les citernes de stockage sont cependant installées sur rétention.

La centrale est elle-même située sur une capacité de rétention destinée à récupérer tout écoulement accidentel du fluide caloporteur.

Les eaux de ruissellement sont peu susceptibles d'être souillées par les hydrocarbures. Celles-ci sont dirigées, avant leur rejet dans le milieu naturel, vers des bassins de décantation de la carrière équipés d'un dispositif de séparation des hydrocarbures.

Nuisances sonores

Le bruit est l'un des inconvénients majeurs de ce type d'installation. Le transport et le mélange des granulats dans une ossature métallique, associés à un puissant système d'extraction des gaz, sont susceptibles d'engendrer des niveaux sonores significatifs à proximité, de l'ordre de 80 dB(A) à 10 mètres.

Toutefois s'agissant d'un équipement implanté dans l'emprise d'une carrière, la signature sonore est davantage marquée par le fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux carrière que par la centrale d'enrobage elle-même.

Les campagnes de mesures de bruits présentées dans le dossier de demande montrent des valeurs acceptables en période diurne. Aucune évaluation de l'impact n'a été réalisée pour la période allant de 5 h à 7 h, alors que la société ECM sollicite l'autorisation de démarrer exceptionnellement l'exploitation dès 5 h.

Il faut souligner par ailleurs que le fonctionnement de la carrière dans laquelle la centrale est implantée n'est autorisé que de 7 h 00 à 18 h 00, et en dehors des dimanches et jours fériés. Nous proposons en conséquence de n'autoriser le fonctionnement de la centrale que dans cette plage horaire.

Trafic routier

Le demandeur annonce un trafic routier moyen généré par l'installation de 6 camions assurant 12 rotations par jour, 5 jours par semaine et un camion par jour supplémentaire pour l'approvisionnement. Le dossier indique que les matériaux doivent provenir de l'installation de traitement située sur la carrière du Mont Canel.

Les camions doivent emprunter la RD 259, pour moitié du trafic vers le sud puis la RD 59 et pour moitié vers le nord puis la RD 11.

L'objectif de production d'enrobés est de 30 000 tonnes, soit effectivement 6 camions de 25 tonnes pendant 200 jours.

Dans les faits ce trafic sera variable au cours de l'année avec des périodes de pointe de mai à septembre. Le climat, et en particulier le taux d'humidité, influe par ailleurs très fortement sur la productivité. Tenant compte des remarques de l'inspection et de la nécessité de plafonner l'activité journalière de la centrale, le pétitionnaire a précisé qu'il souhaitait ne pas dépasser 400 t/jour soit 16 camions.

Si le projet vise à employer les matériaux de la carrière, ceux-ci ne sont pas actuellement certifiés et ne permettent pas de répondre aux spécifications techniques de certains marchés. Les pétitionnaires se fournissent donc en matériaux provenant d'autres carrières et en particulier de la carrière de Saint Senier Sous Avranches. Cette situation, *a priori* temporaire, est génératrice d'un trafic routier supplémentaire.

Compte tenu du réaménagement nécessaire de la RD 259 pour accueillir une augmentation de trafic, il faut rappeler là la condition qui a été fixée dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière de Précorbin, daté du 10 mars 2003, dans laquelle se situe le présent projet :

« La production annuelle est fixée à 400 000 tonnes au maximum sous réserve de l'aménagement effectif de la route départementale 259 et de son intersection avec la route départementale 11. A défaut la production est limitée à 200 000 tonnes. »

En conséquence et dans l'attente de la réalisation de ces travaux d'aménagement de la RD 259, nous proposons de limiter à 250 tonnes par jour la production d'enrobés représentant 10 camions.

Impact paysager

Cet impact est essentiellement dû au stock de granulats et à la centrale elle-même (cheminée : 12 m et dépôts de granulats : 6 m). Elle est donc située en contrebas par rapport au niveau de la D 259 et dans l'encaissement présenté par la zone d'extraction de la carrière.

Profitant de cette implantation, l'impact paysager est relativement réduit.

Déchets

L'exploitation de la centrale d'enrobage n'est que peu productrice de déchets. Les poussières collectées par le dépoussiéreur sont réincorporées dans le produit fini que constitue le matériau enrobé.

Les seuls "déchets" produits par l'installation sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées.

Risques

L'installation ne présente, dans son exploitation normale, que peu de risque d'incendie ou d'explosion.

Les liquides employés sont peu voire très peu inflammables.

Leur stockage est effectué dans des citernes répondant aux règlements en vigueur, équipées par ailleurs de sondes de régulation de température et d'alarmes.

La centrale d'enrobage est suffisamment distante des réservoirs de stockage des liquides inflammables. Elle est par ailleurs éloignée des installations de la carrière. Elle dispose pour son fonctionnement de sondes de température, asservissant l'alimentation du brûleur et les admissions d'air.

Des extincteurs adaptés au type de feu, sont disséminés aux endroits névralgiques. Une liaison téléphonique, voire radio (courant dans les travaux publics), permettra l'appel des secours.

Des consignes de sécurité seront établies et complétées de mesures de prévention telles que l'interdiction de fumer à proximité immédiate des stockages de liquides inflammables.

Effets sanitaires :

La centrale d'enrobage de Précorbin, comme toutes les installations de ce type présente deux sources de polluants atmosphériques :

- un rejet classique de combustion de fuel domestique comparable à n'importe quel rejet de chaudière industrielle ou tertiaire. Le point favorable étant ici l'utilisation de fuel domestique et non de fuel de type industriel (TBTS ou BTS) puisque c'est un carburant plus "propre",
- un rejet spécifique de gaz issus du chauffage des matériaux bitumeux pour lequel des questions, légitimes, des riverains se sont posées au cours de l'instruction à propos de leurs impacts sanitaires.

Si le rejet de type "combustion" ne mérite pas d'explication complémentaire, celui des matériaux bitumeux mérite des précisions.

Il faut tout d'abord préciser que malgré le nombre important de ces installations, aucune directive particulière nationale ne préconise d'étude sanitaire particulière vis à vis du risque pour les riverains ou les tiers.

Compte tenu des inquiétudes soulevées au cours de l'instruction, une recherche a été menée, notamment vers les bases de données de l'INRS (santé au travail), pour regarder comment était pris en compte l'exposition professionnelle des professionnels du BTP vis à vis des matériaux bitumeux. Là non plus, aucune directive particulière nationale ne préconise d'étude de risque particulière pour les professionnels. Cela ne veut pas dire que le risque est nul pour ces professionnels mais qu'il ne présente pas un enjeu notable de santé ; ce qui est a fortiori transposable pour les populations riveraines forcément exposées qu'à une part infime de ces risques.

On peut néanmoins préciser que le chauffage de tels produits dans les centrales à enrobés, mais aussi lors de la "coulée" en ouvrage de travaux publics, provoque des dégagements de gaz dans lesquels on retrouve des traces d'HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques. Ces HAP représentent une famille de molécules chimiques plus ou moins dangereuses et parmi ceux-ci deux sont à distinguer dans les HAP retrouvés sous forme de traces dans les enrobés bitumeux :

- la naphthalène : car il s'agit du produit prédominant en quantité ; soulignons que ce produit n'est classé dangereux pour la santé. Il ressort que l'ordre de grandeur des mesures en panache sur des installations similaires à celle de Précorbin est de quelque dizaine de nanogrammes par mètres cube d'air rejeté,
- le benzo(a)pyrène (et les autres HAP toxiques) : car il s'agit du produit le plus sensible en termes d'enjeu sanitaire mais il se trouve en plus petite quantité. Il ressort que l'ordre de grandeur des mesures en panache sur des installations similaires à celle de Précorbin est de quelques nanogrammes par mètres cube d'air rejeté. Le BaP est un présumé cancérigène (catégorie 2 CEE), son impact sanitaire essentiel présumé est d'une part le tabac et d'autre part les industries de la houille et du charbon.

Les concentrations attendues (et mesurées) sur les centrales d'enrobage se situent donc à des niveaux bien inférieurs aux rares recommandations disponibles à ce jour.

	Risque(s)	VLE professionnelle	Centrale Enrobage
BaP	Toxique / cancer.	0,150 µg/m ³	0,003 µg/m ³
Naphtalène	Non classé	50.000 µg/m ³	0,050 µg/m ³
HAP (famille)	Très divers.	200 µg/m ³	0,150 µg/m ³

On peut en conséquence en déduire que la centrale ne présente pas de menace pour la santé humaine, ce qui est d'ailleurs confirmé par le traitement classique de ce type d'installations vis à vis des enjeux sanitaires.

IV - AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'enquête publique a révélé une forte opposition des riverains au projet de la Société ECM, mais peut être plus largement encore à l'exploitation de la carrière, ce qui dans le déroulement de la présente procédure ne peut être confondu.

L'impact environnemental et les risques, y compris sanitaires, liés au fonctionnement de la centrale d'enrobage sont correctement connus et maîtrisés. Ils imposent néanmoins la mise en place de mesures de suivi du bon fonctionnement de l'installation, notamment en matière d'émissions atmosphériques et sonores. Il est également proposé que le fonctionnement de la centrale ne soit autorisé qu'entre 7 h00 et 18 h 00.

Enfin, se pose très clairement le problème de l'incapacité de la route départementale 259 à accueillir un important trafic supplémentaire de poids lourds. Nous proposons dans l'attente du réaménagement de cette voie par le Conseil Général, et c'est là un enjeu majeur de ce dossier, de limiter la production journalière de l'installation .

En conséquence, je propose aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la présente demande aux conditions définies ci-dessus et rappelées dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Le chef de la subdivision Manche Sud,
Inspecteur des installations classées

Yannig GAVEL